

Arrestation par la police : Mode d'emploi

Mathieu Beys, Cédric Smeets

*(Commission Justice,
Ligue des droits de l'homme)*



Petit quizz en guise d'intro

En réaction à un événement soudain, des groupes militants organisent une manifestation sans autorisation. Après un début paisible, ça commence à chauffer sur le parcours. Une minorité de manifestants commettent des délits (vitrines cassées, projectiles jetés sur la police). A la fin de la manif, la police arrête quelques manifestants ...

Petit quizz en guise d'intro

1. Monsieur A. est arrêté à 17 h alors qu'il participait à la fin de la manifestation (sit in sur la chaussée). Arrivé au commissariat à 18h, on ne lui reproche aucun délit. A quelle heure au plus tard doit-il être libéré?

- a) Lendemain 5 h
- b) Surlendemain 6h
- c) Lendemain 6h

Petit quizz en guise d'intro

2. Monsieur A. peut-il téléphoner à sa mère pour la prévenir qu'il est arrêté ?

- a) Non, mais il peut demander aux policiers de le faire
- b) Non, sauf s'il est mineur
- c) Oui, et les policiers doivent lui proposer

Petit quizz en guise d'intro

3. Monsieur B. est arrêté parce qu'on le soupçonne d'avoir blessé un policier en jetant un projectile. Combien de temps maximum peut-il être privé de liberté en attendant la décision d'un juge?

- a) 48 heures
- b) 12 heures
- c) 24 heures

Petit quizz en guise d'intro

4. Monsieur B. est interrogé par les policiers sur ses agissements présumés pendant la manif. A-t-il droit à l'assistance d'un avocat pendant cet interrogatoire?

- a) Non (slmt dans les feuilletons TV)
- b) Oui, dès le moment où ses déclarations pourront être utilisées pour l'accuser
- c) Oui, dès son arrivée au commissariat

Petit quizz en guise d'intro

5. Monsieur B. a-t-il le droit de refuser de répondre aux questions des policiers concernant les faits qu'on lui reproche?

- a) Non, ce refus est un délit
- b) Oui (droit au silence)
- c) Oui, mais sa privation de liberté en sera allongée

En guise d'intro

- Présentation et objectifs
- Cadre légal des principales formes de privation de liberté
- Connaître ses droits... et leurs limites.
- En finir avec certains mythes...
- Conseils pratiques
- Place à vos questions - échanges

Plan

1. Notions préliminaires
2. L'arrestation administrative
3. L'arrestation judiciaire
4. L'usage de la force: quelques principes
5. Les fouilles et saisies d'objets
6. Interrogatoires
7. Vie privée
8. Recours contre l'arrestation arbitraire

1. Notions préliminaires

- Principe de liberté d'aller et venir (Const, CEDH)
- Privation de liberté = ingérence uniquement « en cas d'absolue nécessité »
- Arrestation administrative – arrestation judiciaire
- Maintien de l'ordre et poursuites des délits

2. L'arrestation administrative

4 conditions LFP 31 et 34 §4:

1. Obstacle à la circulation
2. Perturbation effective de la tranquillité publique
3. Pour empêcher de commettre une infraction qui met gravement en danger la tranquillité ou la sécurité publique
4. Pour faire cesser infraction visée au 3.

Cas particulier: « retenue » pour vérifier identité

2. L'arr. administrative: durée

- Pas plus que « *le temps requis par les circonstances qui la justifient* » LFP 31
- Maximum 12 heures
- Point de départ = « *moment où la personne concernée ne dispose plus à la suite de l'intervention d'une autorité ou d'un fonctionnaire de police, de la liberté d'aller et de venir* » LFP 36
- Contrôle: le registre des arrestations LFP 33ter

2. Droits de la personne arrêtée adm.

- Informations orales ou écrites « dans la langue qu'elle comprend »: motifs, durée max., mise en cellule, usage de la force

LFP 33 ter et CEDH 5 §2

- Prévenir personne de confiance – refus possible si motivé sauf pour les mineurs

LFP 33 quater ; LPJ 48 bis

- Eau potable, nourriture, sanitaires LFP 33

sexies AR normes lieu détention

- Assistance médicale LFP 33 quinquies

3. L'arrestation judiciaire

2 situations : flagrant délit ou pas

LDP 1 et 2

1) Flagrant délit

- Notion CIC 41 al. 1
- Arrestation possible par particulier !
- Info immédiate à OPJ et au PR (ou JI)

3. L'arrestation judiciaire

2) Hors flagrant délit

LDP 2

- « indices sérieux de culpabilité »

2 sous-catégories:

- soit sur ordre préalable du PR ou du JI
- soit « mesures conservatoires » en attendant décision PR si risque de fuite

3. L'arrestation judiciaire: durée

- Le temps nécessaire LDP 2
- Maximum 24 h
- Point de départ:
 - a. p. d. « *moment où la personne ne dispose plus de la liberté d'aller et de venir* »
Const. 12 et LDP 1 et 2
 - Dénonciation par le particulier
- Cas particulier: mandat d'amener

3. Droits de la personne arrêtée jud.

- Au poste: cf. arrestation administrative (attente de confirmation arr. judiciaire)
- Notification verbale arrestation (hors FD) dans langue comprise par personne CEDH 5§2 >< LDP 2 (langue procédure)
- PV heure et circonstances arrestation LDP 1 et 2
- PAS avertir proche

3. Procédure suite arr. judiciaire

SOIT libération par décision PR ou JI (poursuites peuvent continuer)

SOIT détention préventive:

- Après 24 h: mandat d'arrêt JI LDP 16

Précédé d'interrogatoire JI avec avocat !!

- Désignation automatique avocat
- Ch. du conseil 5 jours (+ recours CMA et Cass.) puis chaque mois (ou 3 mois)
- Libération tjs possible par JI

4. Usage de la force

- Usage de la force permis si 4 conditions sont réunies LFP 37:

- 1) Objectif légitime
- 2) « qui ne peut être atteint autrement »
- 3) « proportionné à l'objectif poursuivi »
- 4) Précédé d'un avertissement sauf si rend usage inopérant

4. Usage de la force

- Interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants CEDH 3; CP 417bis

Exemples:

- Coups à une personne déjà maîtrisée
- Coup de feu pas nécessaire
- Absence de soins médicaux à une personne malade
- Être forcé de vomir un sachet de drogue (CEDH Jalloh c./ Allemagne 11/7/2006)
- Être menotté devant ses collègues sans nécessité (CEDH Erdoğan Yağız 6/3/2007)
- ...

4. Usage de la force

- Règles spécifiques pour les armes à feu et les menottes LFP 38 et 37 bis
- mais PAS pour les autres armes (tasers, matraques, etc.) – Proportionnalité !!

5. Les fouilles et saisies d'objets

- « fouille de sécurité » possible pour toute personne arrêtée
LFP 28
- PAS nécessairement policier du même sexe
- « fouille à corps » avant mise en cellule
- conditions plus strictes
- policier du même sexe

5. Les fouilles et saisies d'objets

- « fouille judiciaire » si infraction
- Pratique idem « fouille à corps »
- PAS nécessairement policier du même sexe
- Maximum 6 heures

- « exploration corporelle » sur consentement écrit
ou ordre du JI ou PR CIC 90 bis
- uniquement par médecin

5. Les fouilles et saisies d'objets

- saisie administrative: objets dangereux LFP 30
- inventaire dans registre
- A récupérer dans les 6 mois si pas détruits
- saisie judiciaire: objets liés au délit
- PV

6. Interrogatoires

- langue de l'audition
- droit au silence
- PAS d'obligation claire pour la police d'informer de ce droit !

6. Interrogatoires

Techniques d'interrogatoire: ce qui est permis et ce qui est interdit

- Procédés licites pour « faire parler »
- Promesses...
- Contrainte
- Problème de preuves

6. Interrogatoires

Procès-verbal:

- Formalités PV CIC 28 quinquies et 57
 - Demander devoirs d'enquête
 - Joindre documents
 - Relecture et corrections
 - Droit à la copie sauf exception
-
- PAS d'obligation de signer le PV

6. Avocat pdt interrogatoire

CEDH Salduz 27 novembre 2008 (droit au procès équitable CEDH 6)

- Avocat obligatoire dès le 1er interrogatoire d'un suspect par la police sauf raisons impérieuses pour circonstances particulières
- Intervention de l'avocat 20 h après début garde à vue: trop tard (CEDH Brusco, 14/10/2010)
- Procès équitable violé même si resté silencieux (CEDH Dayanan 13/10/2009)
- En Belgique?
 - Pas encore de loi adoptée
 - Pratiques variables selon les arrondissements

7. Vie privée

- Photos
 - Empreintes digitales
 - ADN
 - Fichage: BNG et autres
-
- Aucune durée de conservation prévue clairement !

8. Recours contre l'arbitraire

Arrestation illégale et arbitraire

CP 147

2 conditions:

- Non-conforme à la loi
- Arbitraire: volonté de nuire, de ne pas respecter la loi

Autres délits (coups, traitement dégradant...)

8. Recours contre l'arbitraire

Différentes possibilités de procédure:

- Plainte pénale (PR ou CIC devant JI)
- Plainte civile
- Plainte Inspection générale ou Comité P
- Plainte Commission vie privée (et organe de contrôle)

Avocat nécessaire (+ associations et CECLR)

PLACE A VOS QUESTIONS et
TEMOIGNAGES !